

## Union européenne : Le navire prend l'eau de toute part



### Les temps changent.

Le temps commence à être loin où, ayant créé l'UPR le 25 mars 2007 pour appeler mes compatriotes à sortir de l'UE et de l'euro, je me faisais insulter et traiter "d'irresponsable" ou "d'extrémiste", notamment par les "souverainistes" français.

Car, au fur et à mesure que les pays de l'Union européenne s'enfoncent dans un désastre tous azimuts aux proportions historiques (économique, social, financier, industriel, moral, diplomatique, militaire, scientifique, culturel, éthique, humain,...), de plus en plus de voix à travers le continent commencent à se rallier à cette idée que je fus bien seul à promouvoir il y a plus de 6 ans.

**Au cours des 15 derniers jours, ce sont ainsi rien moins que deux anciens ministres des finances allemand et britannique, et deux ministres britanniques en exercice, qui ont appelé à rien moins qu'à la dissolution de l'euro (pour le premier) et à la sortie du Royaume-Uni de l'UE (pour les trois autres).**



*Oskar Lafontaine, ancien ministre allemand des finances, vient d'appeler à la dissolution de l'euro au plus vite.*

Voici deux semaines, c'est le dirigeant allemand Oskar Lafontaine qui a lancé un beau pavé dans la mare. Cet homme, qui a dirigé le parti social-démocrate SPD, qui a été ministre des finances allemand, puis membre fondateur et ancien coprésident du parti de gauche Die Linke, a en effet changé de position à... 180°.

Alors qu'il avait été jusque là un ardent promoteur de l'euro, il a [déclaré le 30 avril 2013](#) qu'il faut progressivement dissoudre l'Euro afin d'éviter une catastrophe économique et sociale en Europe.

**7 mai 2013 : Nigel Lawson, l'ancien Chancelier de l'Échiquier de Margaret Thatcher, fait sensation en appelant le Royaume-Uni à sortir de l'UE**



*Nigel Lawson, ancien ministre britannique des finances, vient d'appeler le Royaume-Uni à sortir de l'Union européenne*

M. Lawson passait jusque là pour un pro-européen convaincu, comme en témoigne son soutien au marché unique européen et à l'ancrage de la livre au deutschemark entre 1987 et 1990.

Patatras ! Le 6 mai dernier, il a prédit que la tentative du Premier ministre britannique d'obtenir des concessions de ses partenaires européens en renégociant les conditions de participation de son pays était vouée à l'échec. Ce que tout le monde sait parfaitement à travers toute l'Europe, - à commencer par Mme Le Pen, M. Dupont-Aignan et M. Mélenchon qui feignent comme David Cameron de vouloir "renégocier les traités" -.

Notons d'ailleurs que la "renégociation des traités" voulu par les conservateurs britanniques n'a strictement rien à voir avec la "renégociation des traités" voulue par les "alter-européistes" français...Vu ce qu'il appelle les "*résultats insignifiants*" d'un semblable exercice de "renégociation des traités", M. Lawson a donc préconisé que le Royaume-Uni sorte une fois pour toutes de la construction européenne.

Comme le reconnaît avec dépit le journal Le Monde, [cette déclaration](#) fait partie des "propos qui entrent dans l'histoire".

### **13 mai 2013 : Deux ministres de l'actuel gouvernement britannique demandent publiquement la sortie du Royaume-Uni de l'UE**

Hier lundi 13 mai, nouveau coup de théâtre : Philipp Hammond, secrétaire à la défense du gouvernement britannique et Michael Gove, chargé de l'éducation, se sont pour la première fois publiquement prononcés en faveur d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

[L'affaire](#) fait évidemment grand bruit outre-Manche, même si les médias français n'en soufflent mot.





*Philip Hammond, secrétaire à la défense du gouvernement britannique, vient d'appeler le Royaume-Uni à sortir de l'Union européenne*



*Michael Gove, ministre britannique de l'éducation, vient d'appeler le Royaume-Uni à sortir de l'Union européenne*

**L'origine du coup de tonnerre : en "oubliant" de parler du référendum sur la sortie de l'UE dans le Discours du trône, Cameron a fait une entourloupe digne des Le Pen, Dupont-Aignan et Mélenchon.**

Il est intéressant de noter que le coup de tonnerre provoqué par les deux membres du gouvernement britannique résulte du fait qu'eux-mêmes, et un certain nombre de députés conservateurs, ont été révoltés de découvrir que le "Discours de la reine" - traditionnellement rédigé chaque année par le Premier ministre - et prononcé la semaine dernière par la souveraine, n'ait fait aucune référence au référendum sur la sortie de l'UE.

À la fin de 2012, le Premier ministre David Cameron avait pourtant promis un référendum sur la question d'ici 2017.

## Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
Mais, comme je l'avais souligné le 11 janvier dernier, Washington avait alors tapé du poing sur la table pour exiger que ce référendum n'ait pas lieu. Dans un discours tenu le 9 janvier 2013 à l'ambassade des États-Unis à Londres, le secrétaire américain chargé des Affaires européennes, Philip Gordon, avait en effet demandé au gouvernement britannique de tout faire pour que la Grande-Bretagne reste au sein de l'Union européenne. Ce que le journal français La Tribune avait résumé ainsi : "Londres hors de l'Union européenne? Pour l'administration Obama, il n'en est pas question."

[cf. <http://www.upr.fr/actualite/monde/bobard-europe-contrepoids-usa> ]

C'est donc, à coup sûr, sous l'effet des pressions de Washington que le Premier ministre David Cameron a "oublié" de parler de ce référendum dans le Discours du trône de mai 2013 qui constitue, chaque année, LE discours de politique générale qu'entend suivre le gouvernement britannique.

**En d'autres termes, David Cameron a fait à l'opinion publique britannique le même type d'entourloupe politicienne dont M. Mélenchon, Mme Le Pen et M. Dupont-Aignan sont les experts en France : tout dans l'esbroufe et les promesses en l'air, et rien quand on passe aux choses sérieuses, c'est-à-dire aux engagements solennels et irrévocables.**

M. Cameron a ainsi "oublié" de parler du référendum sur la sortie de l'UE dans le Discours du trône :

- tout comme M. Mélenchon "oublie" systématiquement de parler des articles 42 TUE sur l'OTAN, 63 TFUE sur l'interdiction des contrôles des mouvements de capitaux, 121 TFUE sur les "Grande Orientations de Politique économique", etc.
- et tout comme Mme Le Pen et M. Dupont-Aignan ont "oublié" l'un et l'autre, au moment solennel de la rédaction de la profession de foi pour l'élection présidentielle d'avril 2012, de parler aux 46 millions d'électeurs de l'UE et de la sortie de l'euro. [ <http://www.upr.fr/actualite/france/les-masques-tombent-les-professions-de-foi-de-le-pen-et-nda-ne-parlent-ni-de-sortir-de-l-ue-ni-meme-de-l-euro> ]

## David Cameron pris à son propre piège

Seulement voilà : de part et d'autre de la Manche, l'humeur des électeurs est de moins en moins encline à se laisser arnaquer par des politicards professionnels, qui sont constamment propulsés dans les médias pour vociférer contre l'UE mais... pour ne jamais prendre l'engagement solennel d'en sortir, au plus vite et sans agiter la grosse ficelle d'une "renégociation préalable d'une Autre Europe".

C'est la raison pour laquelle le Premier ministre britannique David Cameron a du souci à se faire. Son "oubli" de parler du référendum lui est aussitôt revenu en pleine figure car un certain nombre de députés conservateurs, révoltés par cette dérobade, ont rédigé un amendement pour protester contre cet "oubli", en ayant la ferme intention de le soumettre au vote à la Chambre des communes dans les heures qui viennent.

Résultat ? Panique à bord et nouveau virage sur l'angle du politicard Cameron. Le Premier ministre britannique é décidé hier soir - 13 mai - de prendre l'initiative "hautement inhabituelle" de publier un projet de loi, qui engage le gouvernement, à organiser un référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'UE d'ici 2017.

Au-delà de cette nouvelle péripétie, l'entourloupe politicienne de Cameron a toutes les probabilités de renforcer encore la partie de plus en plus majoritaire de l'opinion britannique qui veut que le Royaume-Uni sorte de l'UE, une bonne fois pour toutes.

## Les raisons de l'essor de l'UPR

Ce refus de l'opinion publique de se faire manipuler par des politiciens sans scrupule est également perceptible en France.

Je peux le noter dans mes réunions publiques, où se presse un public de plus en plus nombreux, convaincu et décidé à en découdre. J'ai encore pu le noter hier à Lyon, où 80 personnes étaient venues, en plein milieu d'après-midi d'un lundi ensoleillé venir assister au débat à l'EM-Lyon, et où un nombre comparable, mais différent composé,

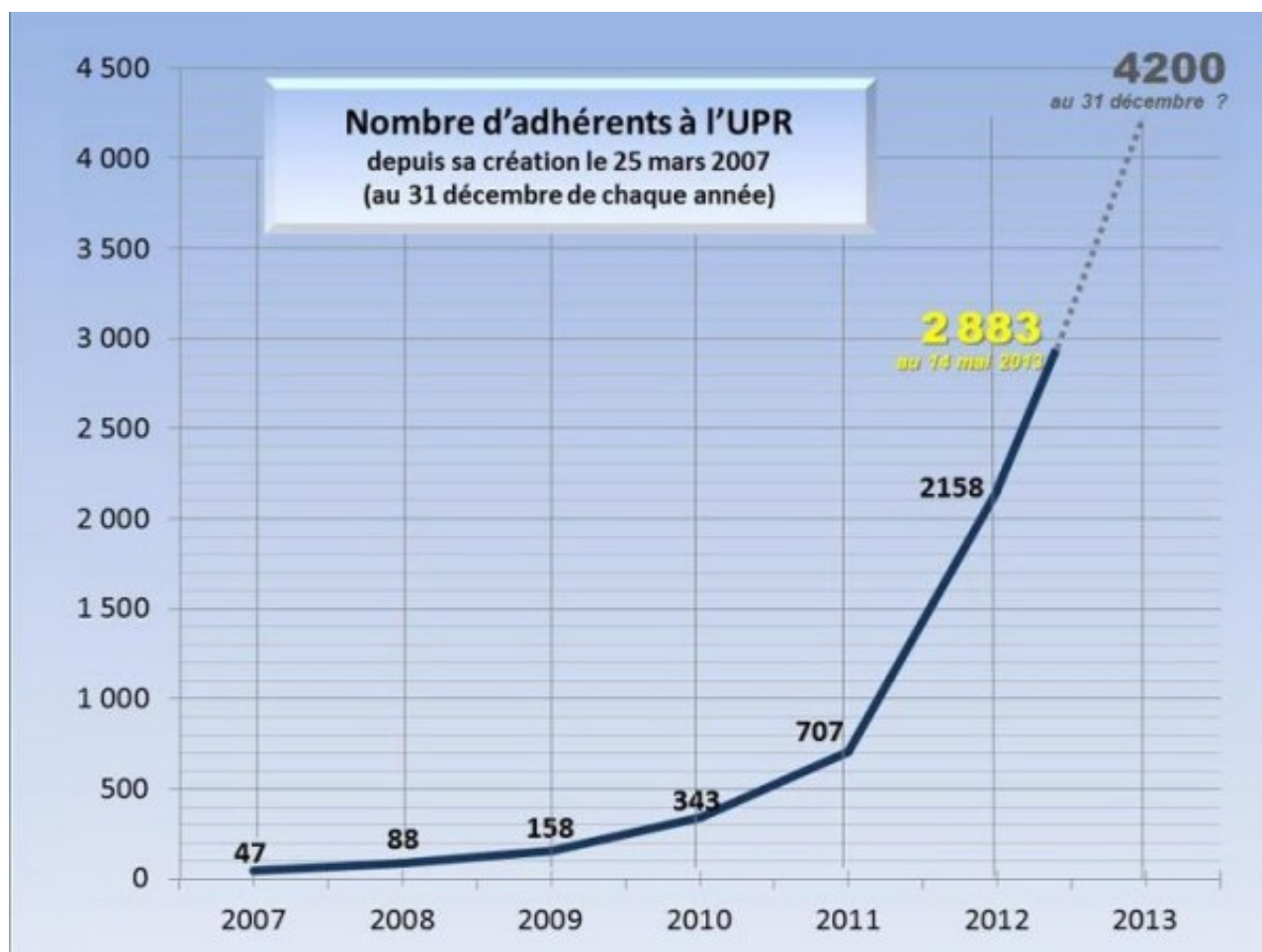
## Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~  
a assisté à la réunion-débat du soir dans le centre ville de Lyon.

Si mes réunions publiques attirent de plus en plus de monde, et si l'UPR engrange jour après jour de plus en plus d'adhérents, c'est que ceux-ci proviennent de tous les horizons politiques, et plus spécialement des électeurs de M. Mélenchon, de Mme Le Pen et de M. Dupont-Aignan.

Si un nombre croissant de leurs anciens électeurs nous rejoignent, c'est parce que la clarté sans faille de nos analyses et de nos propositions leur font soudain mesurer à quel point ils ont été bernés par ces politiciens spécialistes des "oublis" aux moments fatidiques.

- Avec l'UPR, ils découvrent ce qu'est un mouvement politique fiable, qui prend l'engagement écrit, solennel et constant, de faire sortir la France de l'UE, juridiquement, unilatéralement et au plus vite.
- Avec l'UPR, ils découvrent ce qu'est un mouvement politique authentiquement rassembleur, qui a le souci constant de mettre de côté les débats clivants afin de rassembler les Français de toutes les opinions, de toutes les religions, de tous les milieux sociaux, afin de se concentrer sur l'essentiel, qui est la récupération de notre liberté collective.
- Avec l'UPR, ils découvrent ce qu'est un mouvement politique honnête et respectueux de leur intelligence, qui refuse les ambiguïtés calculées, les promesses contradictoires, les mesures inapplicables, les complicités d'appareils, et les lâches faux-fuyants programmatiques.
- Avec l'UPR, ils découvrent enfin tout ce que les autres partis refusent de leur expliquer : les articles décisifs des traités européens, l'article 50 du TUE qui permet de sortir de l'UE, ou bien le rôle des États-Unis dans la prétendue "construction européenne". Rôle que Mme Marie-France Garaud - ancienne conseillère de Georges Pompidou à l'Élysée - a d'ailleurs exposé pour la première fois dans la dernière émission télévisée "Ce soir ou Jamais" de Frédéric Taddeï, dans des termes qui reprennent à peu près en tous points mes propres analyses.



Le nombre d'adhérents de l'UPR, en croissance quasi-exponentielle, a atteint 2883 adhérents le 14 mai 2013 à

## **Conclusion : l'UPR en phase parfaite avec les attentes de l'opinion**

En bref, si l'UPR voit sa notoriété et le nombre de ses adhérents s'accroître à grande vitesse, c'est parce que notre clarté analytique et programmatique, et notre volonté, constante depuis 6 ans, de rassembler les Français au-delà du clivage droite-gauche afin de faire sortir la France de l'Union européenne, sont en parfaite harmonie avec ce que souhaitent ardemment une majorité des Français.

Ce constat vient d'être confirmé de façon spectaculaire par une étude comparative intra-européenne réalisée par l'institut américain Pew Research. Selon les résultats publiés hier, 13 mai 2013, une majorité de Français n'ont désormais plus confiance dans le projet européen.

Comme le note l'institut américain, « aucun pays européen ne s'est aussi vite découragé et désillusionné que la France [en un an] », qui a sondé 7 600 ressortissants européens.

Alors qu'en 2012, 60 % des Français interrogés par l'institut se disaient favorables à l'UE, ils ne sont plus que 41 % en 2013. Les Allemands, eux, sont encore à 60 % europhiles, contre 68 % il y a un an. La situation économique est jugée « mauvaise » par 91 % des Français contre 81 % l'an dernier, alors qu'outre-Rhin, cette opinion n'est partagée que par 25 % des Allemands (27 en 2012).

« Les [Français ont désormais moins confiance](#) dans l'Union européenne en tant qu'institution que les Italiens ou les Espagnols. Et les Français, comme leurs compatriotes d'Europe du Sud, ont perdu confiance dans leur dirigeant élu. »

**Oserais-je avancer que les analyses que je fais en France depuis 6 ans - et qui ont été visionnées par des centaines de milliers de personnes en cumulé -, ont pu contribuer, avec d'autres, à ce changement spectaculaire de perception de nos compatriotes de ce qu'est la construction européenne ?**

**C'est en tout cas extrêmement porteur d'espoir pour l'avenir de l'UPR et pour l'avenir de la France.**

**François Asselineau**